



Vote anti-mondialisation : des importations qui le favorisent, des exportations qui le freinent

Antoine Bouët, Anthony Edo & Charlotte Emlinger*

La mondialisation commerciale modifie-t-elle les votes des Français par le biais de son impact sur le marché du travail ? Depuis l'élection présidentielle de 1981, la part des votes qui s'expriment à l'encontre de la mondialisation a nettement progressé en France. Une part de cette progression est imputable à l'accroissement de la concurrence induite par la hausse des importations de biens. C'est vrai pour les importations de biens finals, mais pas pour les importations de biens intermédiaires, une plus forte exposition de l'emploi national à ces importations, complémentaires de certains pans de l'activité économique, réduisant au contraire la part des votes opposés à la mondialisation. De même, les exportations ont contenu la montée des votes anti-mondialisation via leurs effets potentiellement bénéfiques sur le tissu économique des territoires concernés.

La mondialisation commerciale a un impact sur la situation matérielle des Français. Si elle bénéficie à tous par le biais des baisses de prix des biens de consommation et de la diversification des produits disponibles, elle peut aussi participer au déclassement économique et social des personnes les plus exposées à la concurrence induite par les importations de biens déjà produits sur le territoire. Par exemple, la croissance des importations en provenance des pays à bas coût a d'un côté permis une baisse des prix de nombreux produits de consommation (comme le textile, l'électroménager ou l'électronique), ce qui a amélioré le pouvoir d'achat des ménages. D'un autre côté, certains biens importés entrent en concurrence directe avec des biens produits sur le territoire national, entraînant des pertes d'emplois au sein des secteurs exposés aux importations. Mais, l'accroissement des échanges de biens peut aussi être bénéfique quand la mondialisation permet aux entreprises françaises d'exporter. Elle peut alors stimuler l'activité des secteurs concernés, améliorer les conditions salariales et les perspectives d'emploi.

Le ressenti des citoyens vis-à-vis de la mondialisation peut ainsi être ambivalent, certains y voyant la cause des destructions d'emplois, d'autres au contraire les prémices de nouvelles opportunités économiques. Par ses effets économiques via le marché du travail, le vote en faveur des programmes politiques qui soutiennent ou

dénoncent la mondialisation devrait s'en trouver modifié, selon le degré de concentration de l'emploi dans les secteurs les plus exposés aux importations et aux exportations au niveau local.

L'exploitation des différences d'exposition au commerce international, que ce soit par le biais des exportations ou des importations, des départements français permettra ainsi de vérifier si ces différences affectent la part des votes anti-mondialisation aux premiers tours des élections présidentielles (de 1988 à 2022).

■ Une concentration géographique de l'exposition au commerce international

L'impact du commerce international sur le marché du travail fait l'objet d'une littérature abondante, dont le CEPII a déjà souligné les principaux résultats en [2017](#), en précisant notamment que l'ouverture commerciale génère des perdants et des gagnants parmi les travailleurs selon leur secteur d'activité. Ainsi, les opportunités d'emploi d'un territoire qui produit des biens proches de ceux qui sont importés risquent de se détériorer à la suite d'une hausse des importations, tandis que les emplois d'une région spécialisée dans la production de biens destinés à l'exportation devraient bénéficier de leur dynamisme.

* Antoine Bouët est directeur du CEPII. Anthony Edo et Charlotte Emlinger sont économistes au CEPII.

Graphique 1 – L'augmentation de l'exposition au commerce est concentrée dans certains départements

Variation de l'exposition de l'emploi au commerce entre 1988 et 2021, par département (en dollars par travailleur)



Sources : Calculs des auteurs à partir des données du recensement 1982 et de la base de données COMTRADE.

Le graphique 1 présente les différences territoriales d'exposition de l'emploi aux variations des importations et des exportations (encadré 1) entre 1988 et 2021. Alors que sur cette période, la hausse de l'exposition moyenne de la France aux importations a été de 56 500 dollars par travailleur, il existe de fortes disparités locales. L'Alsace, la Normandie et le Jura ont un emploi spécialisé dans des secteurs qui ont connu sur la période une forte hausse des importations au niveau national (automobile, industrie-équipement), ce qui est beaucoup moins le cas des départements du Sud ou de l'Ouest.

Certaines régions comme l'Île-de-France, la vallée du Rhône ou la Haute-Garonne sont spécialisées dans des secteurs où la France a connu à la fois une importante hausse des importations et des exportations (notamment dans le secteur de l'aéronautique). Du fait des diverses spécialisations sectorielles des départements français, la hausse des échanges commerciaux depuis les années 1980 a ainsi pu être ressentie très différemment par les citoyens selon leur lieu de résidence.

La progression du vote anti-mondialisation

Tandis qu'entre 1988 et 2021 la France connaissait une hausse simultanée de ses importations et de ses exportations, le sujet de la mondialisation prenait de l'ampleur dans les discours politiques. L'analyse textuelle du contenu des professions de foi des candidats au premier tour des élections présidentielles depuis 1981 montre que l'opposition à la mondialisation a augmenté (graphique 2). La proportion de phrases issues des professions de foi qui s'opposent d'une façon ou d'une autre à la mondialisation (dont on a retranché les phrases pro-mondialisation, voir l'encadré 2) est passée d'environ 1 % en 1981 à 4 % en 2022.

En combinant le contenu textuel des professions de foi des candidats lors des élections présidentielles à leur succès électoral, il est possible de construire une mesure de la part des votes anti-mondialisation (encadré 2). Celle-ci est passée d'environ 1 % en 1981 à 6 % en 2022 (graphique 2). Cette hausse met en lumière la montée du succès électoral des différents candidats qui tiennent des propos remettant en cause la mondialisation,

Encadré 1 – Comment mesurer l'exposition d'un territoire au commerce ?

L'exposition d'un département aux exportations ou aux importations de biens est calculée en faisant la somme des variations de commerce par travailleur dans chaque secteur, pondérée par les parts que représentent les secteurs dans l'emploi total hors service du département l'année de base t_0 :

$$\Delta exposition_{dt}^V = \sum_s \frac{L_{dst_0}}{L_{dt_0}} \frac{\Delta V_{st}}{L_{st_0}}$$

Avec ΔV_{st} la variation des importations ($V = M$) ou des exportations ($V = X$) françaises du secteur s , entre l'année t et l'année $t-1$, $t-1$ correspondant à l'élection présidentielle précédente ; L_{st_0} le nombre de travailleurs dans le secteur s l'année de base ($t_0 = 1982$), L_{dst_0} le nombre de travailleurs dans le secteur s et le département d l'année de base ($t_0 = 1982$) et L_{dt_0} le nombre de travailleurs dans le département d l'année de base ($t_0 = 1982$).

Lorsque $\Delta exposition_{dt}^M$ est positif cela signifie que l'emploi dans le département d a connu une augmentation de son exposition aux importations entre t et $t-1$.

Encadré 2 – Comment mesurer le vote anti-mondialisation ?

L'indicateur du vote anti-mondialisation a deux composantes. La première concerne le contenu anti-mondialisation du discours des candidats au premier tour des élections présidentielles que nous extrayons en réalisant une analyse textuelle de leurs professions de foi. Pour chacune d'entre elles, nous calculons la part des phrases qui ont trait à la mondialisation, en distinguant les expressions qui s'opposent au mouvement des biens, du capital ou des personnes de celles qui, au contraire, y sont favorables. Pour chaque candidat c et année électorale t , nous construisons une note anti-mondialisation NAM_{ct} qui est égale à la proportion de phrases anti-mondialisation (nette des phrases pro-mondialisation) dans sa profession de foi :

$$NAM_{ct} = \frac{\text{phrases anti}_{ct} - \text{phrases pro}_{ct}}{\text{phrases totales}_{ct}}$$

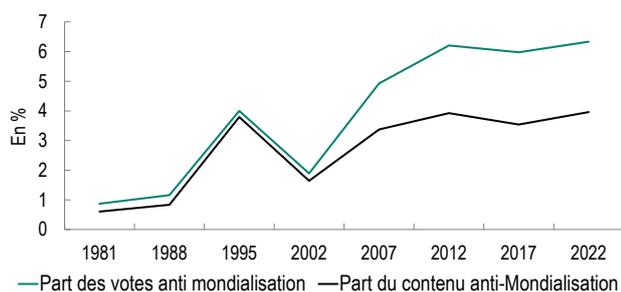
La deuxième composante de l'indicateur représente la part des suffrages exprimés pour le candidat c dans le département d l'année t . La combinaison de ces deux éléments permet de calculer un indicateur anti-mondialisation, IAM_{dt} :

$$IAM_{dt} = \sum_c \text{suffrages}_{cdt} NAM_{ct}$$

Cet indicateur est une mesure globale du vote pour les idées anti-mondialisation dans chacun des départements français une année donnée.

Graphique 2 – Une hausse du contenu anti-mondialisation des professions de foi et des votes anti-mondialisation

Part du contenu anti-mondialisation des professions de foi et des votes anti-mondialisation au premier tour de l'élection présidentielle en France



Notes : La part du contenu anti-mondialisation correspond à la part des phrases anti-mondialisation (nette des phrases pro-mondialisation) de l'ensemble des professions de foi au premier tour des élections présidentielles. La part des votes anti-mondialisation correspond à l'indicateur anti-mondialisation de l'encadré 2 calculé au niveau national, c'est-à-dire avec la part des suffrages exprimés pour chaque candidat non pas au niveau départemental, mais national.

Sources : Calculs des auteurs à partir des professions de foi et des résultats des scrutins présidentiels.

en particulier ceux d'extrême droite. Alors qu'aucun candidat de cette tendance politique ne se présente aux élections présidentielles de 1981, le seul candidat d'extrême droite en lice en 1988 obtient 14,4 % des suffrages, avec une profession de foi où près d'une phrase sur cinq est opposée à la mondialisation. La trajectoire heurtée sur les deux élections suivantes est liée, en 1995, à un accroissement des suffrages en faveur de partis remettant en cause la mondialisation, puis à une baisse du contenu anti-mondialisation de leur programme en 2002.

Le contenu anti-mondialisation de ces professions de foi n'est en effet pas l'apanage des partis d'extrême droite, traditionnellement opposés à l'ouverture et aux échanges. Le rejet de certaines facettes de la mondialisation a été de plus en plus évoqué dans les débats politiques de tous bords, en particulier lors de la signature des accords de libre-échange. À partir de 2007, par exemple, les candidats de la droite traditionnelle incluent aussi un contenu anti-mondialisation substantiel dans leur programme. Ainsi, la part de l'extrême droite dans le nombre total de phrases anti-mondialisation tirées des professions de foi a diminué, passant de 84,2 % en 1988 à 58,3 % en 2022.

Depuis l'élection présidentielle de 2002, année d'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour, la part des votes anti-mondialisation

augmente plus vite que celle correspondant aux parts de phrases anti-mondialisation dans les professions de foi (graphique 2). Cet écart croissant montre que ce ne sont pas seulement les propos anti-mondialisation qui progressent, c'est aussi que les citoyens votent de plus en plus pour les candidats qui expriment davantage leur hostilité à la mondialisation.

La part des votes à l'encontre de la mondialisation est inégalement répartie sur le territoire national (graphique 3). Concentrée sur le pourtour méditerranéen, la vallée du Rhône, l'Alsace et l'est de la région parisienne en 1988, elle est relativement plus importante dans tout le quart nord-est en 2022.

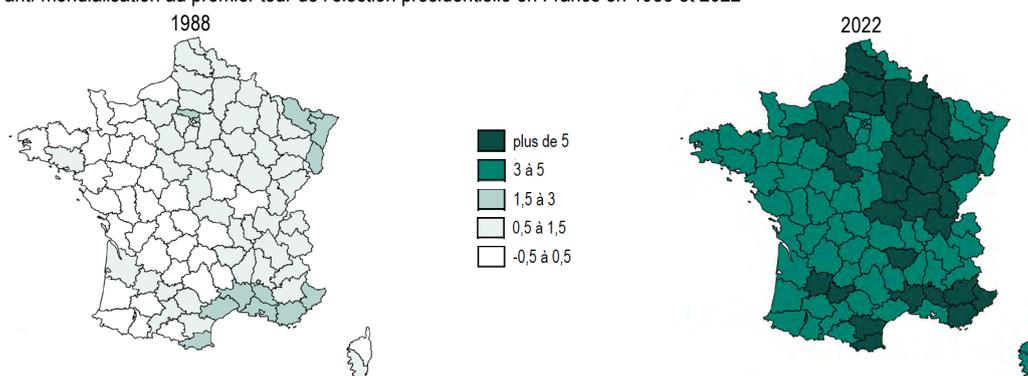
Des effets opposés des importations et des exportations françaises sur le vote anti-mondialisation

Le vote anti-mondialisation réagit différemment selon la nature de l'exposition au commerce international : une exposition accrue aux importations favorise le vote anti-mondialisation, alors qu'une hausse de l'exposition aux exportations le réduit (graphique 4). Un accroissement de l'indicateur d'exposition aux importations d'un écart-type (environ 18 000 dollars par travailleur) au sein d'un département augmente le vote anti-mondialisation de celui-ci de 0,17 point de pourcentage. Cet ordre de grandeur signifie que l'accroissement de l'exposition moyenne de la France aux importations, de 55 500 dollars par travailleur entre 1988 et 2022, a augmenté la part des votes anti-mondialisation d'environ 0,5 point de pourcentage sur cette période. Cela correspond à une contribution à la hausse de la part des votes anti-mondialisation (passée de 1,1 % en 1988 à 6,3 % en 2022) de 10 %.

Cet effet s'explique notamment par les pertes d'emplois que peut susciter une concurrence accrue induite par les importations. En se concentrant sur la part des votes en faveur de partis considérés à l'extrême droite de l'échiquier politique (comme le Rassemblement national), nous obtenons qu'un accroissement des importations par travailleur de 55 500 dollars augmente cette part de 3,4 points de pourcentage. Ces résultats confirment ceux d'une précédente étude dans laquelle l'auteur estime qu'une hausse des importations des pays à bas salaires (en provenance d'Asie du Sud-Est, dont la Chine) a contribué au succès du Rassemblement national (anciennement Front national) entre 1995 et 2012.

Graphique 3 – Une hausse des votes anti-mondialisation inégalement répartie sur le territoire

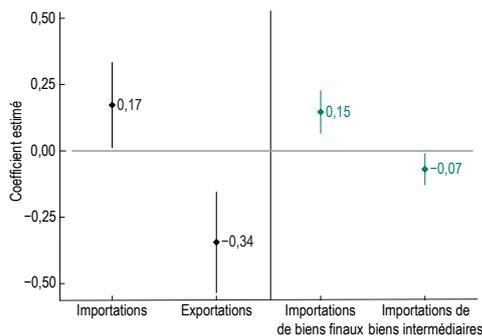
Part des votes anti-mondialisation au premier tour de l'élection présidentielle en France en 1988 et 2022



Sources : Calculs des auteurs à partir des professions de foi et des résultats des scrutins présidentiels.

Graphique 4 – Le commerce international façonne le vote anti-mondialisation

Effets de l'exposition au commerce international sur la part des votes anti-mondialisation



Notes : Les losanges représentent la valeur des coefficients estimés ; les traits verticaux, les intervalles de confiance à 95 %. Lorsque ces traits ne coupent pas l'axe des abscisses en zéro, le coefficient est statistiquement significatif : l'exposition au commerce international a un effet sur le vote anti-mondialisation. Les variables explicatives du modèle sont normalisées de sorte que le coefficient estimé indique la variation du vote anti-mondialisation en point de pourcentage en réponse à l'accroissement d'un écart-type de ces variables.

Source : Bouët, Edo, Emlinger (2024)*.

* Bouët, Edo, Emlinger (2024), Does Trade Exposure Explain Anti-globalization Votes?, CEPII Working Paper, à paraître.

À l'inverse, la hausse de l'exposition moyenne de la France aux exportations, de 46 200 dollars par travailleur entre 1988 et 2022, aurait contribué à réduire la part des votes anti-mondialisation de 1,1 point de pourcentage, ou encore, celle de la part des votes en faveur des partis d'extrême droite de 7,9 points de pourcentage. Un effet sans doute lié aux bénéfices économiques procurés par la montée des exportations, notamment en matière de créations d'emplois et de réduction du chômage.

Les réactions des votes anti-mondialisation induites par une variation identique de l'exposition aux importations et aux exportations ne sont pas symétriques : la variation de la part des votes anti-mondialisation due à une augmentation de l'exposition aux exportations est deux à trois fois plus élevée que celle liée à une plus forte exposition aux importations.

L'évolution de la part des étrangers dans la population est aussi une composante importante pour comprendre la montée des votes anti-mondialisation. Lorsque cette part s'accroît au sein d'un département celle des votes anti-mondialisation augmente également. Un effet qui peut s'expliquer par l'opinion que les citoyens se font des effets néfastes de l'immigration sur l'économie ou la criminalité, et que l'on retrouve dans les études sur les effets de l'immigration sur les votes en faveur de l'extrême droite.

Des effets opposés aussi selon la nature des biens importés

Si l'accroissement de l'exposition d'un département aux importations dans leur ensemble se traduit par une montée des votes anti-mondialisation, qu'en est-il si l'on distingue les biens importés selon leur utilisation ? Sur la période considérée ici, de 1995 à 2022, seule une exposition accrue aux importations de biens finaux contribue à l'essor des votes anti-mondialisation. À l'inverse, une plus grande exposition aux importations de biens intermédiaires réduit la part des votes anti-mondialisation. Alors qu'une hausse des importations de biens finaux par travailleur de 55 500 dollars augmente le vote anti-mondialisation de 0,65 point de pourcentage, une hausse des importations de biens intermédiaires par travailleur du même montant conduit à une baisse de 0,55 point de pourcentage du vote anti-mondialisation.

Comment comprendre ces effets différenciés selon le type de biens importés ? Les biens finaux importés peuvent être en concurrence directe avec les biens produits sur le territoire national, alors que les importations de biens intermédiaires peuvent aussi contribuer au dynamisme des régions (outre leurs effets potentiellement concurrentiels avec certaines activités sur le territoire français). En particulier, l'impact négatif concernant les importations de biens intermédiaires laisse penser qu'une partie d'entre eux sont complémentaires des activités économiques des régions exposées en étant réintroduits dans le processus de production.

Cet effet asymétrique selon le type de biens importés montre que l'analyse de l'impact du commerce international sur les comportements électoraux est complexe et doit porter sur l'ensemble de ses dimensions pour être complète. En effet, la part des votes anti-mondialisation ne reflète pas uniquement une géographie des mécontentements liée à une concurrence extérieure croissante des importations dans certains secteurs. La mondialisation a aussi des effets bénéfiques sur l'activité locale et les créations d'emplois par le biais des exportations et des importations de produits intermédiaires, qui contribuent à réduire l'intensité de ce vote. Les gouvernements français successifs donnent depuis une dizaine d'années la priorité à la compétitivité nationale. Si cette orientation devait se traduire par de meilleures performances à l'exportation, elle devrait aussi se répercuter sur les comportements électoraux des Français.

La Lettre du CEPII

© CEPII, PARIS, 2024

Centre d'études prospectives
et d'informations internationales
20, avenue de Ségur
TSA 10726
75334 Paris Cedex 07

contact@cepii.fr
www.cepii.fr – @CEPII_Paris
Contact presse : presse@cepii.fr

Le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales) est le principal centre français d'étude et de recherche en économie internationale. Les analyses et études du Centre contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques en matière de politique commerciale, compétitivité, macroéconomie, finance internationale et croissance.

RÉDACTEURS EN CHEF :
ISABELLE BENSIDOUN
ANTOINE VATAN

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
ANTOINE BOUËT

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS :
ISABELLE BENSIDOUN

RÉALISATION :
LAURE BOIVIN

ISSN 2493-3813

Mars 2024

Pour s'inscrire à
La Newsletter du CEPII :
www.cepii.fr/Resterinforme

Cette Lettre est publiée sous la responsabilité de la direction du CEPII. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

